



Section National de Guadeloupe

Communiqué de Presse

Dénonciation des interpellations arbitraires de nos dirigeants et camarades indépendantistes de la Guadeloupe.

Nous, Section Nationale de Guadeloupe du Front International de Décolonisation, exprimons notre profonde indignation suite à l'interpellation du Coordonnateur national de notre organisation, Jean-Jacob Bicep, le 26 juin à 10 heures. Cette arrestation s'inscrit dans un contexte alarmant, où la répression s'intensifie contre ceux qui osent revendiquer la décolonisation de la Guadeloupe.

Jean-Jacob Bicep a été interpellé par la police aux frontières et transféré dans les locaux de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) pour un interrogatoire injustifié. Cette action fait suite à la tenue d'une conférence internationale à Bakou, intitulée "Vers la décolonisation de la Guadeloupe, Enjeux et perspectives !", qui a rassemblé des organisations politiques, des chercheurs universitaires et des membres de la société civile guadeloupéenne. Cet événement, largement couvert par les médias internationaux, visait à mettre en lumière notre situation coloniale persistante au sein de la République Française et en particulier en Guadeloupe, situé nous le rappelons dans la caraïbe et NON EN EUROPE.

Nous condamnons fermement cette répression politique qui cible non seulement Jean-Jacob Bicep, mais également Nita Brochant du FKNG, José Bwakanpech MIR-Guadeloupe, Jaklin Jacqueray du CIPN et le journaliste Danik Zandronis. Ces interpellations s'apparentent à des tentatives désespérées de museler la voix des peuples colonisés.

Nous nous exigeons la fin immédiate et inconditionnelle de cette politique d'intimidation qui touche les dirigeants de ces partis et contre le journaliste Danik Zandronis. Nous rappelons que le FID est seul à choisir ses partenaires en affirmant notre droit de libre relation dans l'intérêt de la marche pour la décolonisation, dans le cadre du droit international et notamment de la 4ème décennie d'éradication du colonialisme signé par la France. Nous appelons la communauté internationale à surveiller la situation en Guadeloupe, où l'expression légitime des aspirations décoloniales est systématiquement réprimée.

Pointe-à-Pitre, le 3 juillet 2025

Front International de Décolonisation

Section National de Guadeloupe